

M. Clark (Yellowhead): C'est la mesure de l'OCDE.

M. Althouse: C'est la mesure proposée par les Américains à l'OCDE, monsieur le Président.

M. Clark (Yellowhead): Et acceptée par l'OCDE.

M. Althouse: Étant donné qu'il a manifestement été placé dans l'embarras après avoir appris cela, le premier ministre entend-il continuer à défendre la position américaine qui consiste à éliminer toutes les subventions agricoles? Dans l'affirmative, comment veut-il que les agriculteurs puissent survivre?

M. Clark (Yellowhead): Ils sont contre l'OCDE.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de soulever une question extrêmement importante au nom des agriculteurs canadiens. Je voudrais lui signaler une déclaration de l'Association des éleveurs de bovins du Canada à la suite de mes interventions en leur nom en Europe. Morley Shepherdson a déclaré que les statistiques lancées par les représentants de la Communauté économique européenne sont typiques de la façon dont les Européens tentent de détourner l'attention de leur programme destructeur et injuste de subventions aux exportations.

Les libéraux, je le sais, s'opposent à la décision de notre gouvernement de protéger et de défendre les intérêts des agriculteurs canadiens et l'exploitation familiale.

M. Hnatyshyn: Ils avaient pour coutume de dire: «Pourquoi devrions-nous vendre leur blé?»

M. Mulroney: Les Européens ont déclenché une guerre commerciale contre les Américains et ces derniers ont riposté. Cette guerre est fort dommageable pour les agriculteurs canadiens. Nous avons donc décidé tout d'abord, de tenter de mettre un terme à cette guerre destructrice et ensuite, de défendre les intérêts des agriculteurs canadiens en attendant que cette guerre prenne fin, car les exploitations familiales canadiennes et nos agriculteurs doivent survivre dans l'intervalle.

LA POSITION DU CANADA

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Center): Monsieur le Président, comme il est important que non seulement les agriculteurs et les Canadiens en général, mais aussi les autres pays connaissent la position du gouvernement à l'égard de ces négociations internationales, le premier ministre énoncera-t-il clairement sa position à la Chambre? Nous pensions qu'il était avec le groupe de Cairns mais, durant les discussions qu'il a eues en Europe, il avait plutôt l'air d'être dans le camp américain; pourtant, les Européens considèrent que certaines de ses actions se rapprochent davantage de celles des Japonais et des leurs. Quelle est notre position? Peut-il nous l'énoncer clairement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je tiens à dire à mon collègue que je ne suis pas du

Questions orales

tout gêné et que je ne m'excuserai pas d'avoir défendu les intérêts des agriculteurs canadiens ici ou ailleurs dans le monde.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Au Canada, le producteur de blé reçoit environ 2,92 \$ le boisseau, alors que son homologue européen en reçoit 7,13 \$. Dans le cas de l'orge, les chiffres sont de 1,10 \$ pour l'agriculteur canadien et de 5,42 \$ pour l'agriculteur européen. Et c'est la même chose pour le soya: le producteur canadien touche environ 7 \$ le boisseau, tandis que le producteur européen en touche trois fois plus.

Nous avons commencé à inscrire l'agriculture à l'ordre du jour des sommets internationaux. Nous avons rencontré régulièrement les dirigeants du secteur agricole au Canada avant ces rencontres internationales, et nous avons fait clairement savoir aux Américains et aux Européens qu'ils devaient mettre un terme à cette guerre de subventions parce que ce sont les agriculteurs canadiens qui en souffrent. Nous leur avons dit que le Canada, l'Australie et le groupe de Cairns allaient s'opposer fermement à cela parce que nos agriculteurs ont contribué largement à notre bien-être national et doivent être protégés d'ici à ce que cette guerre finisse.

* * *

LES PARCS NATIONAUX

LE SUD DE MORESBY—LA SIGNATURE DE L'ENTENTE FINALE

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Environnement, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Je crois savoir que le gouvernement fédéral et la Colombie-Britannique devaient en principe signer un accord aujourd'hui en vue de l'établissement de la réserve du parc national du sud de Moresby. Est-ce que le vice-premier ministre pourrait nous dire pourquoi l'accord n'a pas été signé et quand nous pouvons nous attendre à ce qu'il le soit, afin que soient versés les 106 millions de dollars que le gouvernement a promis pour le parc national et les activités connexes de développement régional?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, comme la députée le sait, j'en suis sûr, Ottawa et Victoria ont tenu à ce sujet d'importantes discussions qui ont abouti à la signature d'un protocole d'entente par le premier ministre du Canada et celui de la Colombie-Britannique. Le gouvernement du Canada a fait une offre très généreuse de 106 millions de dollars pour le parc national et les activités connexes de développement régional. Cette offre est probablement sans précédent, si l'on considère les autres parcs nationaux du Canada.